

Si la sécurité des personnes continue d'être préoccupante; la situation n'est toutefois pas aussi mauvais qu'il y a un an. Cependant, durant la période qui a précédé les élections, il y a eu une recrudescence des attaques à main armée, dont la cible principale était des Kenyans. La guerre à la criminalité annoncée par le gouvernement n'a pas eu les résultats escomptés, les ressources policières étant limitées et les policiers sous-payés arrondissant leurs revenus en acceptant des pots-de-vin. Dans son discours de la Jamhuri le 12 décembre, le président a annoncé la formation d'un comité pour examiner les salaires et les conditions de travail.

La pratique du gouvernement de « tirer pour tuer » et le traitement infligé aux détenus et aux prisonniers par la police continuent d'alarmer tant les Kenyans que les observateurs étrangers. Des cas de torture par la police auraient mené à des aveux forcés. À la fin de décembre, le commissaire de police a été forcé de donner sa démission après que des agents eurent fait usage de munitions chargées pour disperser deux manifestations d'étudiants, tuant trois d'entre eux. Le nouveau commissaire de police a défini le problème, mais n'a toujours pas mis en oeuvre de solution. Les prisons kenyanes ont été conçues pour accueillir deux fois moins de prisonniers qu'il ne s'y en trouve à l'heure actuelle, et les conditions y sont telles qu'elles mettent la vie de la population carcérale en danger.

Les médias électroniques du Kenya sont contrôlés par des groupes favorables au gouvernement KANU, qui retarde la privatisation des ondes. Il continue toutefois d'y avoir une surprenante liberté de presse, et les critiques à l'endroit du chef de l'État montrent une confiance accrue, particulièrement dans le « Daily Nation » et le magazine « Economic Review ». Le « East African Standard » (Aga Khan), l'un des trois quotidiens de Nairobi, semble avoir conservé l'indépendance de son éditorial, même après avoir été vendu à un groupe proche du gouvernement. D'autres revues indépendantes, tout aussi critiques à l'endroit du gouvernement, sont laissés tranquilles.

À Nairobi, les inscriptions au primaire ont chuté de moitié dans les écoles publiques en raison du manque de fonds publics. Certains membres des communautés Kikuyu et Luo, auparavant les gros utilisateurs du système scolaire, se plaignent que leurs enfants sont négativement affectés par les efforts du gouvernement visant à améliorer les niveaux d'instruction des autres tribus. Beaucoup de parents ne peuvent plus payer les frais de scolarité depuis que le gouvernement les a augmentés. Par ailleurs, le nombre d'enfants de la rue a nettement augmenté dans les grandes villes (environ 100 000). Le gouvernement se préoccupe de la prostitution infantile et le tourisme à caractère sexuel, le long de la côte en particulier. Selon l'UNICEF, le Kenya compterait 30 000 orphelins du sida, un chiffre qui pourrait bien atteindre le million d'ici l'an 2000. Dans son discours de la Jamhuri, le président Moi a annoncé la création d'un fonds pour venir en aide aux enfants de la rue, initiative qui, si elle se concrétise, ne commencerait à porter fruit que lorsque une bonne partie de 1997 serait écoulée.

Si les dispositions des lois et de la constitution ne sont généralement pas discriminatoires à l'endroit des femmes elles-mêmes, les préjugés de la société nuisent à leurs chances de s'instruire et de se trouver un emploi. La difficulté d'accéder à la propriété, la polygamie et les grossesses très précoces demeurent des obstacles importants, en particulier pour les femmes des campagnes. La violence physique, si elle n'est pas tolérée, existe néanmoins. Les femmes continuent à être gravement sous-représentées au gouvernement, même si la ministre de la Culture et des Services sociaux est une femme et que le président Moi vient de nommer pour la première fois une femme au poste de pouvoir de commissaire de district à Malindi.